

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS VIGNOBLES ROY

2 ALL DE LA QUANTINERIE
16200 Sigogne

Références : 2026 009 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007208515

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2026 dans l'établissement SAS VIGNOBLES ROY implanté 2 ALL DE LA QUANTINERIE 16200 Sigogne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS VIGNOBLES ROY
- 2 ALL DE LA QUANTINERIE 16200 Sigogne
- Code AIOT : 0007208515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vignobles ROY est autorisée par arrêté préfectoral du 20 septembre 2021 à exploiter à Sigogne, lieu-dit "La Quantinerie", 4 chais de vieillissement d'eau-de-vie de Cognac totalisant une capacité de stockage de 1 450 m³.

Lors de la présente visite d'inspection, seuls 2 des 4 chais prévus sont construits et en service. Les fondations du 3^{ème} ont été creusées. D'après les déclarations de l'exploitant, le chantier n'est pas

près de reprendre compte tenu de la conjoncture de la filière.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Zone ATEX	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.2.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention des chais	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.5.2	Sans objet
2	Foudre	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.4.6	Sans objet
3	Détection incendie	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.4.4	Sans objet
5	Clôture et accès	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.2.4	Sans objet
6	Réserve incendie	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3	Sans objet
7	Désenfumage	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.3.2	Sans objet
8	Extincteurs	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3	Sans objet
9	RIA	AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien tenu et est conforme globalement aux exigences applicables. Une mise en conformité sur la thématique ATEX demeure requise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention des chais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Chaque chai est pourvu d'une rétention interne permettant de récupérer les alcools de bouche et les eaux d'extinction d'incendie. (...) Le trop plein est canalisé et dirigé à l'extérieur vers une fosse de 30 m ³ par l'intermédiaire de

regards siphoniques puis vers deux noues de 150 m ³ chacune. (...)
<p>Constats :</p> <p>Les deux chais sont bien en rétention interne et disposent d'un système de gestion des débordements. En cas de débordement, les effluents seraient envoyés vers des regards siphoniques puis vers un bassin de rétention étanché et connecté à deux noues.</p> <p>L'inspecteur a bien constaté que les regards siphoniques raccordés à chaque chai étaient bien en eau (garde hydraulique suffisante et coude plongeur correctement immergé).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2022 :</p> <p>L'exploitant ne fait pas réaliser les vérifications périodiques de ses installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a précisé avoir fait réaliser des visites périodiques des protections foudre du site.</p> <p>En outre lors de sa visite, l'inspecteur a constaté au niveau des interrupteurs généraux des deux chais que des parafoudres avaient été récemment ajoutés.</p> <p>L'exploitant indique que la conformité « foudre » de ses installations est acquise à date.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2022 :</p> <p>Les 2 chais disposent bien chacun d'un dispositif de détection incendie. L'exploitant n'a pas encore fait réaliser de vérifications de maintenance et de tests de ce dispositif de détection (contact avec un organisme de contrôle en cours).</p>

<p>Constats :</p> <p>Des contrôles de la détection incendie et de la centrale SSI associée sont désormais réalisés périodiquement.</p> <p>Lors de la visite des installations (local où se trouve la centrale SSI), aucun dérangement n'affectait le système de détection automatique d'incendie dans les chais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zone ATEX

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones ATEX sont matérialisées par des moyens appropriés....</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones ATEX de l'établissement ne sont pas matérialisées et répertoriées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de réaliser une étude de zonage ATEX pour les deux chais de stockage d'alcools et de matérialiser les zones ATEX par un pictogramme « Ex ».</p> <p>Le cas échéant selon les résultats de l'étude ATEX, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - met en place les mesures techniques et/ou organisationnelles requises pour garantir une maîtrise du risque ATEX ; - justifie de l'adéquation des matériels électriques et non électriques présents dans les zones ATEX.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Clôture et accès

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations étaient clôturées de façon périmétrique. De plus, un portail maintenu fermé à clef est présent à l'entrée du site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réserve incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : <ul style="list-style-type: none"> • Une ou des réserves d'eau de capacité totale de 360 m³ située sur le site d'exploitation. (...);
Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'une réserve incendie commune avec la Distillerie ROY d'une capacité de 420 m ³ et associée à 4 prises pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Tout chai doit comporter, dans son tiers supérieur, un dispositif de désenfumage dont la surface doit être d'au moins égale à 2 % de la surface du chai au sol (dont au moins 1 % de surface utile d'ouverture d'exutoire). La surface d'exutoire est d'1 m ² pour les chais de moins 300 m ² . Des commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur doivent être facilement accessibles depuis au moins une issue. Les exutoires sont en plus équipés de dispositifs à déclenchement automatique (fusible). L'exploitant étudie la possibilité d'équiper les chais d'amenées d'air frais permettant d'améliorer l'efficacité de ces désenfumages, sans pour autant altérer le degré coupe-feu des murs. (...)
Constats : La société Chubb a contrôlé les systèmes de désenfumage le 26/05/2025. Le rapport ne consigne que la vérification de 2 secteurs où se trouve du désenfumage : Chais Camille et Chai Amélie. Une anomalie a été observée mais l'intervention corrective a été faite. Lors de la visite des installations (deux chais construits), le désenfumage a été constaté et les commandes manuelles sont bien situées à proximité des issues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Extincteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima de : ... D'extincteurs portatifs répartis dans chaque chai de telle sorte que la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne soit jamais supérieure à 15 mètres. (...)
Constats : Chubb a contrôlé les extincteurs du site en juin 2025. Un certificat Q4 a été mis et conclut que « l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 ». <p>Lors de la visite des chais Amélie et Camille, des extincteurs portatifs ont été constatés en nombre suffisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : RIA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/09/2021, article 8.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les RIA sont vérifiés tous les ans.
Constats : Aussi, l'exploitant a transmis le rapport de vérification et le certificat Q5 de contrôle des robinets d'incendie armés. Uxello a réalisé le contrôle en février 2025 et aucune anomalie n'est consignée. <p>Lors de la visite des installations, le local surpresseur desservant le réseau de RIA des deux chais a été inspecté. La cuve tampon pour alimenter les RIA disposait d'un niveau en eau suffisant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite